

La France, le pays aux inadmissibles structures politiques ; les nantis



Nos élus politiques sont nuées, foisonnent, s'auto-reproduisent et se protègent. La France est le pays au monde qui a, par rapport à sa population, le plus grand nombre, et de très loin, d'élus politiques de tous ordres. Leur ivresse du pouvoir et leurs contingences bassement financières ruinent notre pays.

Aujourd'hui qui connaît « son conseiller régional, son conseiller départemental, son sénateur, son député ? Qui connaît leur mission ? Ils sont pléthore et il serait logique et sage de moderniser, simplifier, adapter au monde d'aujourd'hui les structures qui les accueillent. Malheureusement ce sont eux qui détiennent le pouvoir de le faire et ils ne le feront jamais. Leur démarche principale consiste à tout mettre en œuvre pour garder leurs privilèges et se faire réélire.

Le mille feuille français, unique au monde, est le gâteau savoureux et très protégé par nos très chers élus politiques. Les diplômés de « grandes écoles » comme l'ENA, SciPo, alimentent en « élites politiques » toutes les composantes de notre état. Ils contrôlent et verrouillent le système.

Première suggestion : afin d'éviter à un élu de devenir un politique professionnel, ne faudrait-il pas, dans la vie de tout citoyen, limiter le nombre de ses mandats électifs potentiels, quels qu'ils soient, à deux.

C'est par une approche géopolitique que sera présentée cette analyse.

Le monde et nos ambassades

L'Europe

La France avec :

- L'Etat centralisé
- Les Régions (13)
- Les Départements (101) et les cantons
- Les métropoles
- Les agglomérations
- Les communautés de communes
- Les villes et les communes (36 662)

Pour chacune de ces structures des locaux, des moyens matériels, des personnels, des Présidents, des élus, le tout pour un budget on ne peut plus consistant issu de nos impôts. En Allemagne il y a des lands, des villes et c'est tout.

La France dans le monde.

Elle dispose du troisième réseau de 163 [ambassades](#) et de [consulats](#) dans le monde après les [États-Unis](#) (168) et la [Chine](#) (164). Elle précède le Royaume-Uni (148) et l'Allemagne (145).

La France entretient par ailleurs 4 antennes diplomatiques, 92 [consulats](#) généraux ou consulats, 135 sections consulaires et plus de 500 consulats honoraires.

Cette représentation de la France dans le monde **concerne plus de 10 000 postes de travail** à l'étranger sur un total d'environ 15 000 employés du [ministère des Affaires étrangères](#). Les coûts générés sont énormes.

Ne vit-on pas au-dessus de nos moyens ?

Nos ambassadeurs ne sont-ils pas royalement logés ?



Allemagne



Argentine



Autriche



Danemark



Espagne



Etats-Unis



Italie



Russie



Serbie

L'image donnée de notre pays par ce faste est-il représentatif aujourd'hui de notre dimension internationale ? A-t-on les moyens de continuer alors que notre place dans le monde ne cesse de reculer ?

La France et l'Europe

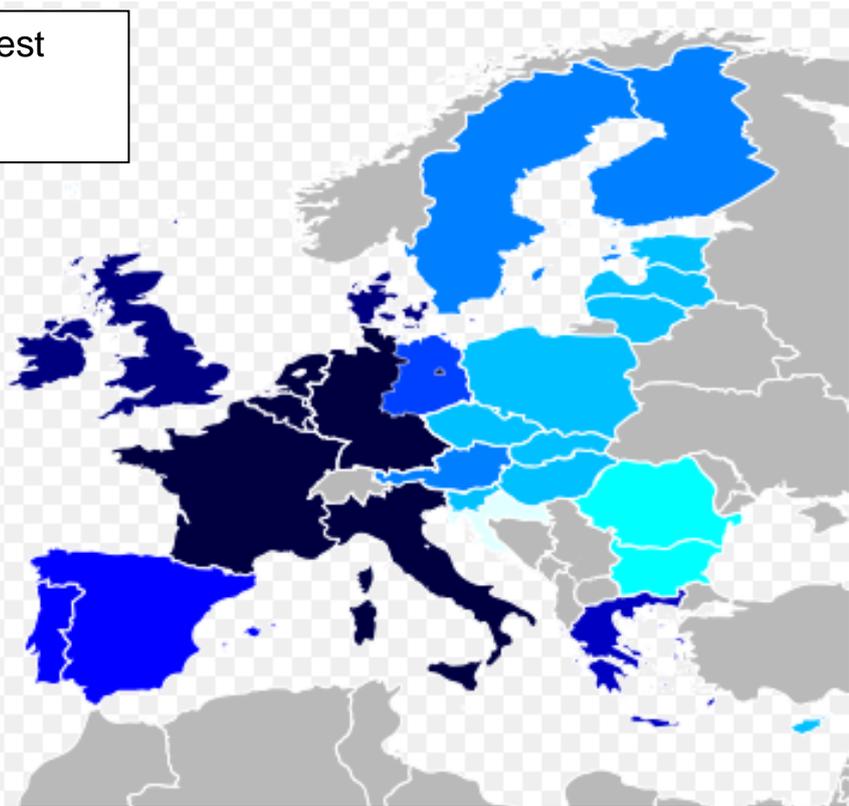


Le drapeau européen porte 12 étoiles,
L'Union européenne comprend 27 membres

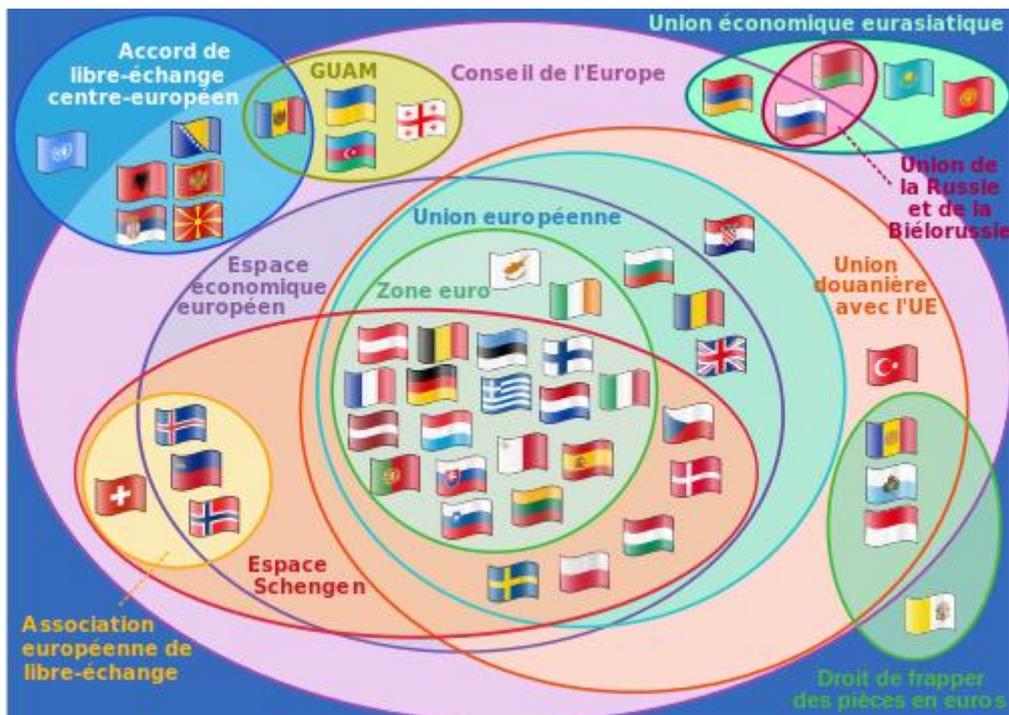
Elle a été créée en 1957 par le traité de Rome, et s'est depuis beaucoup élargie
Le parlement européen accueille 751 députés dont 74 français.

La Grande Bretagne en est sortie par référendum (BREXIT) en 2016

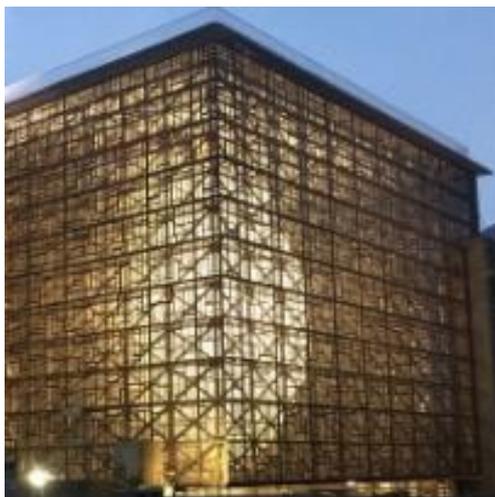
1957
1973
1981
1986
1990
1995
2004
2007
2013



Les missions dévolues à l'Europe sont pour la plupart des citoyens européens parfaitement opaques et d'une complexité inouïe. Vous y retrouvez-vous ?



Les « bâtiments européens » (Strasbourg, Bruxelles...) sont luxueux.



Nos députés européens

Le salaire d'un député au Parlement européen est de **6 200 euros nets** mensuels **Pour chaque jour de présence** aux réunions des organes du Parlement, un député se voit verser une indemnité forfaitaire de **304 €**. A cette somme s'ajoutent d'autres indemnités destinées à couvrir certains frais.

Au salaire d'un député s'ajoute une indemnité de frais généraux fixée à **4300 € par mois**. Cette somme est censée couvrir les frais de bureau, de communication, d'équipement, etc.

Pour couvrir ses frais de transport, chaque député se voit également verser une indemnité de voyage fixée à **4 243 € par an**.

Pour 10 jours de présence par mois (?) un député européen perçoit 166 723 € par an.

Ils sont 74 ce qui représente un coût de 7 835 981 €.

Quel est le citoyen qui connaît le ou les députés sensés le représenter ? Que font-ils ? Ont-ils des comptes à rendre ?

Les fonctionnaires de l'UE - un véritable scandale

La retraite à 50 ans avec 9.000 € par mois pour les fonctionnaires de l'UE a été approuvée. Chaque année, 340 fonctionnaires partent à la retraite anticipée à 50 ans avec une pension de 9.000 € par mois.

Les « Hauts Fonctionnaires » de l'UE constitueraient-ils une véritable Mafia ? Ils pullulent.

Quelques exemples parmi une multitude de privilégiés

Giovanni Buttarelli, qui occupe le poste de "contrôleur adjoint de la protection des données", aura acquis après seulement 1 an et 11 mois de service (en novembre 2010), une retraite de 1 515 € / mois. L'équivalent de ce que touche, en moyenne, un salarié belge ou français du secteur privé après une carrière complète de 40 ans.

Son collègue, Peter Hustinx, vient de voir son contrat de cinq ans renouvelé. Après 10 années, lui aura droit à près de 9 000 euros de retraite par mois.

Et encore : Roger Grass, greffier à la Cour de justice européenne, va toucher 12.500 € de retraite par mois.

Pernilla Lindh, juge au Tribunal de première instance, 12.900 € par mois,

Ruiz-Jarabo Colomer, avocat général, 14.000 € / mois.

Et toujours : un certain **Jacques Barrot** (75 ans) perçoit une retraite de 4.728,60 € pour 5 années de commissaire européen aux transports. À cela il faut ajouter sa retraite d'ancien député, celle d'ancien ministre, d'ancien président du Conseil général de la Haute Loire, de maire d'Yssingeaux et pour couronner cette brillante carrière, le 23 février 2010 il a été nommé au Conseil Constitutionnel !

Mais le pire, dans cette affaire, c'est que ces nababs ne cotisent même pas pour leur super retraite ! Pas un centime d'euro, tout est à la charge du contribuable. Les fonctionnaires européens bénéficient, à nos frais, de pensions de 12.500 à 14.000 € / mois, après seulement 15 ans de carrière et sans même cotiser.

La France

L'empilement, les dérives et les complexités sont des maux récurrents des structures politiques de notre pays. Il devient vital de réduire le nombre d'élus. La France en compte 618 384 pour 67 000 000 d'habitants, soit un élu pour 104 habitants. En Grande-Bretagne les élus sont 24 000, soit 1 pour 2600, aux USA de 250 000 pour 320 000 000 d'habitants soit 1 élu pour 1280 américain.

Il a été voté 10 500 lois, ont été instituées 400 000 normes et 130 000 décrets répartis en 62 codes (sept fois plus qu'en Allemagne !). Il y a aussi 100 000 mandats paritaires répartis entre l'URSAFF, les CAF, la CPAM, ...

L'état, la présidence de la république et nos ministres

C'est une présentation comparée avec l'Allemagne qui permet d'apprécier nos gabegies.

	France	Allemagne
Gouvernement	1 Président de la République	1 Chancelier(e)
	1 premier Ministre	8 ministres
	25 ministres	
	9 secrétaires d'état	
	Total : 36	Total : 9
Coût d'un ministre	17 000 000 € par an	3 000 000 € par an
Le soir après le « boulot »	A Paris le 1er ministre se détend dans son appartement de fonction de 310 m ² à Matignon. Ses collègues regagnent en limousines les hôtels particuliers que l'Etat met généreusement à leur disposition	Angela Merkel rentre dans son appartement dont elle paye le loyer, les factures d'eau, d'électricité. Il en est de même pour ses ministres
Personnels	906 personnes travaillent à la présidence de la République	300 personnes travaillent pour la chancellerie
Parc automobile	Elysée : 121 véhicules de luxe et récents	Chancellerie 37 véhicules
Déplacements	1 Airbus A330-200 2 Falcons 7 X 2 Falcons 900 2 Falcons 50 3 Hélicoptères Super Puma	Systematiquement en train ou sur des lignes aériennes régulières

Emoluments / indemnités	Président de la République 21 026 € nets	A Merkel 15 830 € bruts soumis à l'impôt
Budget	Elysée : 113 000 000 €	Chancellerie 36 400 000 €



La flotte aérienne présidentielle



1 Airbus 330
122 000 000 €



2 Falcons 7X
43 800 000 € l'unité



2 Falcons 900
28 800 000 € l'unité



2 Falcons 50
38 000 000 € l'unité



2 hélicoptères Super Puma
3 506 000 € l'unité

Pour ce qui est des missions des composantes de notre vie politique dont il est question ci-après, il est laissé le soin au lecteur de ce petit document d'aller se documenter et de les découvrir. Une simple question au lecteur ; sait-il à quoi servent sénateurs et députés ?

Et que dire des autres membres des structures d'ETAT présentées !

Au niveau national Qui sait leur mission, leur rôle ?

L'Assemblée Nationale et nos députés



C'est encore dans un palais, le Palais Bourbon, que siègent nos députés. Les députés élus constituent le pouvoir législatif de la France. A l'heure où Mario Monti renonce à son salaire et qu'on nous annonce qu'en Russie il n'y a qu'une centaine de députés, quel homme politique, de gauche comme de droite, aura le courage de l'admettre et surtout de se battre pour assainir le monde politique français ? À l'heure où notre situation financière est telle que l'on cherche en hauts lieux désespérément de l'argent et que l'on va encore s'acharner sur le peuple pour le faire payer, une réflexion s'impose !

Regardons ailleurs :

<p>- Etats-Unis: </p>	<p>320 millions d'habitants, 100 sénateurs et 435 représentants (total 535)</p>
<p>- Russie : </p>	<p>450 élus à la Douma pour 147 millions d'habitants</p>
<p>- France : </p>	<p>67 millions d'habitants, 350 sénateurs et 577 députés (total 927)</p>

Avec sagesse ne faudrait-il pas ramener le nombre de ces élus à un niveau raisonnable ? Si on se réfère à d'autre pays un total -sénateurs plus députés- de 200 élus serait largement suffisant pur assurer une vie politique saine et démocratique efficace.

Voyons dans le détail ce que cela aurait comme conséquence sur les finances de la France.

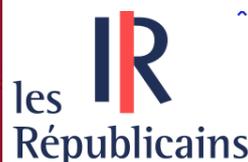
Coût d'un député :

Indemnité ;	6953 €
Secrétariat :	1525 €
Collaborateurs	8949 €
Train gratuit en 1 ^{ère} classe	
Avion : 40 vols gratuits	
Taxi parisien gratuit	
Automobile à disposition.	
Hôtels haut de gamme à tarif préférentiel	
Restaurant 4 étoiles de l'Assemblée à 7 €	

Cela fait environ 17 500 € par mois hors avantages (taxi, train, hôtel,...) soit pour 577 députés ; 10 097 500 € par mois soit **encore**

121 170 000 € par an

Qu'ils soient de DROITE ou de GAUCHE ils ne se mangent jamais entre eux !



etc....

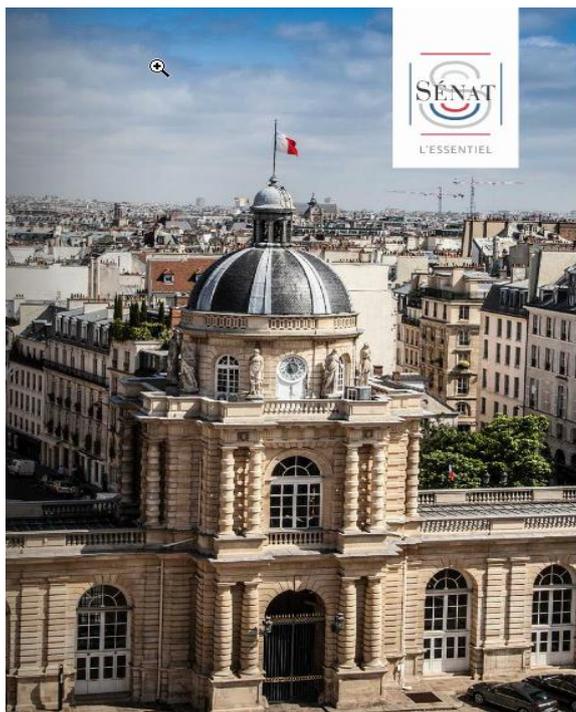
Le comble : la « loi Debré », acceptée par tous les élus de quelque tendance qu'ils soient, fait que les députés non réélus touchent pendant 60 mois leur indemnité mensuelle nette de 5178 € (6952 € brut) puis perçoivent à vie 1390 € par mois.

Le Sénat.

C'est dans les locaux magnifiques du Palais du Luxembourg que siègent les sénateurs.

Le Sénat comprend 348 sénateurs qui touchent 13 512 € par mois.

Le Sénat accueille des politiques qui sont élus par d'autres politiques.... Vous avez dit magouille ?



Le président du Sénat est le second personnage de l'Etat.

Si on estime qu'un **sénateur** « coûte » autant, cela fait pour 350 sénateurs : 6 125 000 € par mois et

73 500 000 € par an.

Les coûts de fonctionnement du Sénat sont inimaginables (personnels, locaux, restaurants, véhicules, ...). Le élus nantis sont traités comme des rois.

C. de Gaulle voulait sa suppression et il avait raison

Le Conseil Economique et Social

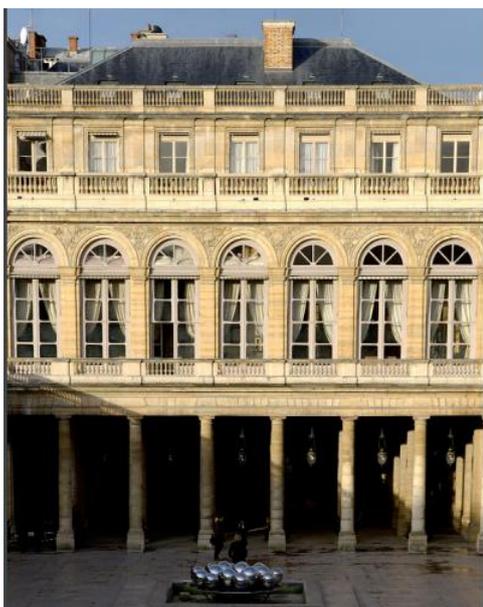


Il comprend 1 Président (7535 € par mois), 18 présidents de groupe (5651 € / mois) , 215 membres (3786 € / mois), 72 personnalités (946 € /mois). Soit 8 332 409 € / mois et

99 988 908 € / an

Remarque : s'il était efficace notre pays serait-il aujourd'hui dans sa situation économique catastrophique avec autant de chômage ?

Le Conseil Constitutionnel



Il comprend 1 Président (6950 € / mois), 8 membres (6339 € / mois)

Le Conseil constitutionnel est composé de neuf membres nommés et de membres de droit (les anciens Présidents de la République). Le Président de la République nomme le Président du Conseil et trois membres. Le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale désignent chacun trois membres. Le mandat des membres nommés est de neuf ans non renouvelable. Le Conseil se renouvelle par tiers tous les trois ans. Il veille au respect de la Constitution et notamment des droits et libertés qu'elle garantit.

Le Conseil d'Etat

Premier corps de l'État, le **Conseil d'État comprend 350 membres** dont les deux tiers sont en activité au sein du Conseil et un tiers à l'extérieur.



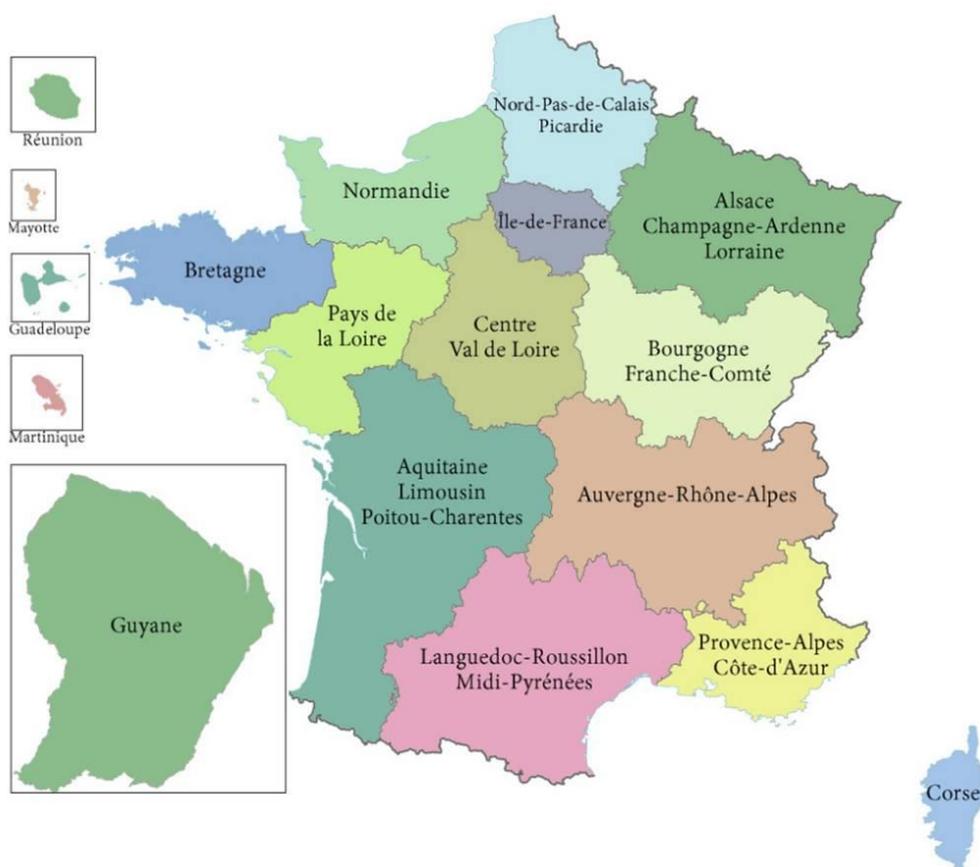
Les membres du Conseil d'État, 350 exactement dont environ 100 en détachement¹ forment un **corps de fonctionnaires** comportant plusieurs grades, un **vice-président** des présidents de section, des **conseillers d'État en service ordinaire**, des **conseillers d'État en service extraordinaire**, des **maîtres des requêtes**, des **maîtres des requêtes en service extraordinaire**, des **auditeurs de 1^{re} classe**, des **auditeurs de 2^e classe**.

Les 13 Conseils Régionaux

- Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine (169 élus)
- Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes (183 élus)
- Auvergne et Rhône-Alpes (204 élus)
- Bourgogne et Franche-Comté (100 élus)
- Bretagne (83 élus)
- Centre (77 élus)
- Île-de-France (209 élus)
- Occitanie (158 élus)
- Nord-Pas-de-Calais et Picardie (170 élus)
- Basse-Normandie et Haute-Normandie (102 élus)
- Pays de la Loire (93 élus)
- Provence-Alpes-Côte d'Azur (123 élus)

• Soit 1671 élus rétribués de 1 064 à 3 500 €, 5 700 € pour le président.

Si l'indemnité moyenne des élus est estimée à 2 500 € cela nous coûte **4 177 500 € par mois soit 50 130 000 € par an!** (hors primes et autres avantages évidemment).

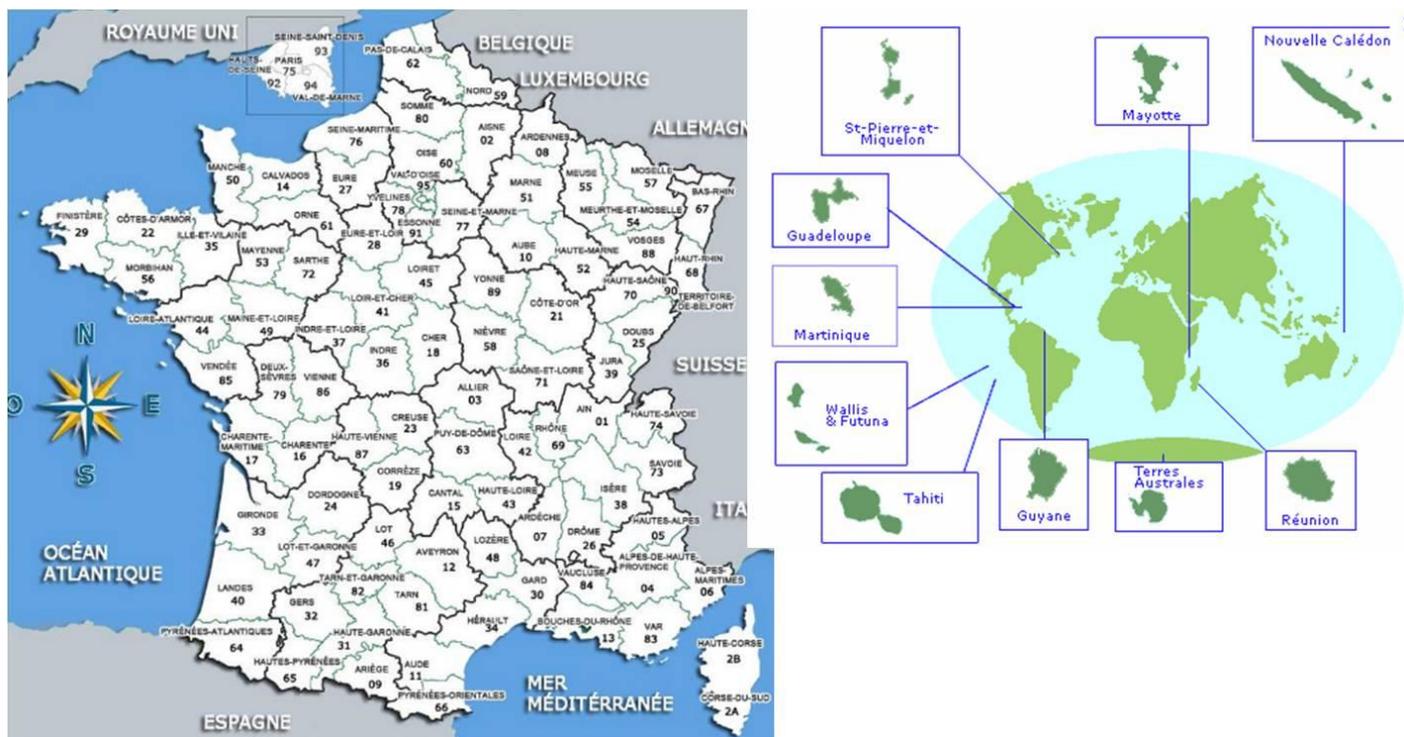


Dans chaque région il y a - un Conseil Economique, social et Environnemental composé de 122 membres, - une Chambre Régionale des Comptes (CRC) soit 340 magistrats et 1000 personnes

Les 101 Conseils départementaux, avec 3493 élus (1500 à 3500 €, mensuels, plus de 5000 € pour le président)

Si l'indemnité moyenne des élus est estimée à 2000 € cela nous coûte **6 986 000 €** soit **83 832 000 € par an** ! (hors primes et autres avantages évidemment).

Il faut encore y ajouter les maisons du Conseil Général (qui fleurissent partout avec 100 à 200 fonctionnaires chacune).



Il y a 4052 Conseillers départementaux, 342 arrondissements et sous-préfets et 371 « pays » en milieu rural.

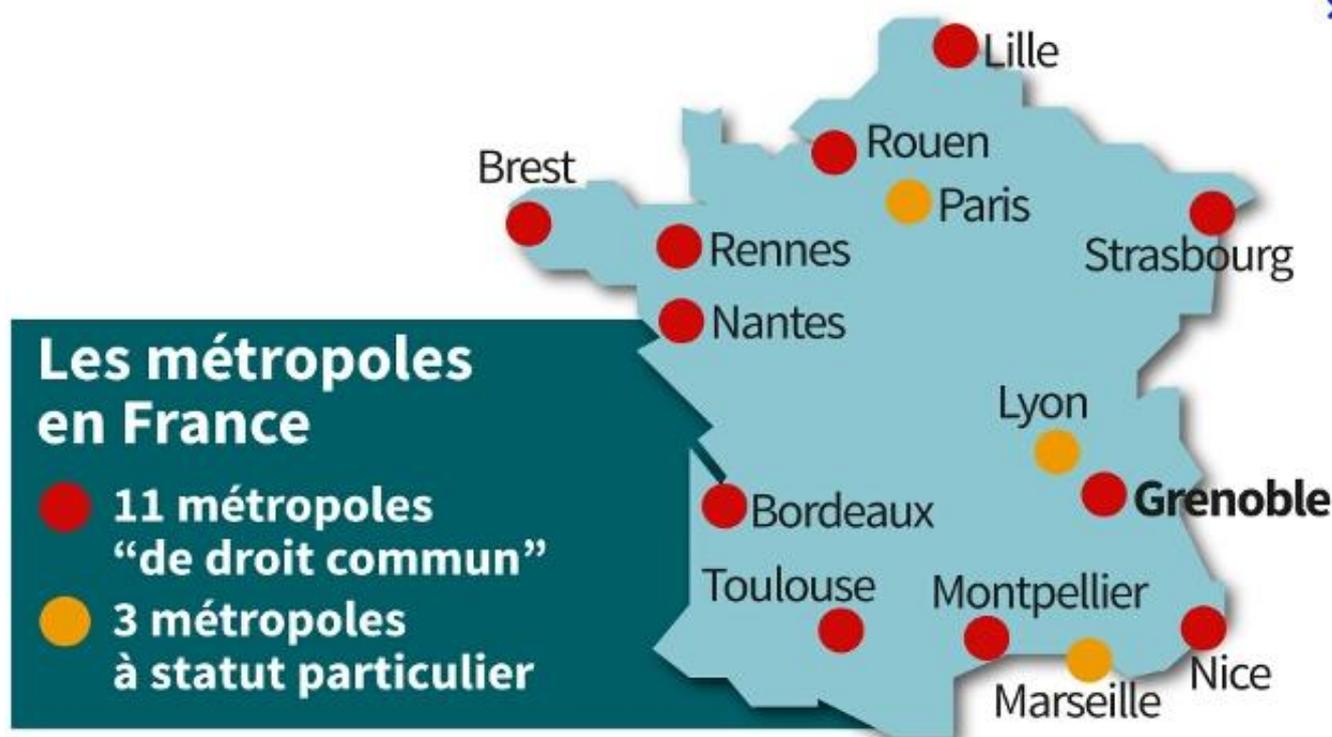
Les métropoles

Une **métropole** est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre créé par la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010¹ et dont le statut est remanié par la loi de modernisation de l'action publique territoriale. Elle concerne des territoires de plus de 400 000 habitants qui sont soit situés dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants, soit chefs-lieux de régions, soit au centre d'une zone d'emploi de plus de 400 000 habitants.

Contrairement aux collectivités territoriales, les établissements publics, et donc les métropoles, ne peuvent agir que dans le cadre de compétences qui leur sont déléguées, dont l'énumération est déterminée par la loi.

Les organismes qui ont délégué certaines de leurs compétences à la métropole ne peuvent plus légalement intervenir dans ces domaines.

Leurs Compétences sont issues des communes[, des départements, des régions, de l'État



Les communautés de communes et les agglomérations

Sont des créations inutiles. Les communes y ont transféré des compétences sans transférer le personnel avec et donc les communautés des communes et agglomérations ont embauché à tour de bras. Les personnels des communes avaient donc beaucoup moins de travail ! Ces structures sont dotées d'un président et d'une flopée de vice-présidents, tous bien payés ou plutôt bien indemnisés (pas d'impôt à payer) par les contribuables et tout le monde est content.

Les conseillers des communautés de communes et agglomérations (qui sont tous vice-présidents car lorsque l'on est VP l'indemnité est doublée) ont insidieusement créé une taxe supplémentaire (Taxe intercommunautaire) qui vient se rajouter sur votre feuille d'impôts aux taxes communales, du Département, de la Région et à celles de l'Etat. En résumé on maintient les structures déjà existantes et ont créé un système de gestion inextricable.

Aujourd'hui plus de 98 % des communes font partie d'une intercommunalité ce qui représente 92,5 % de la population.

Les villes et villages

Le total des indemnités versées aux 36 635 maires et aux 519 417 conseillers municipaux atteint la somme respectable de **1 444 000 000 € par an.**

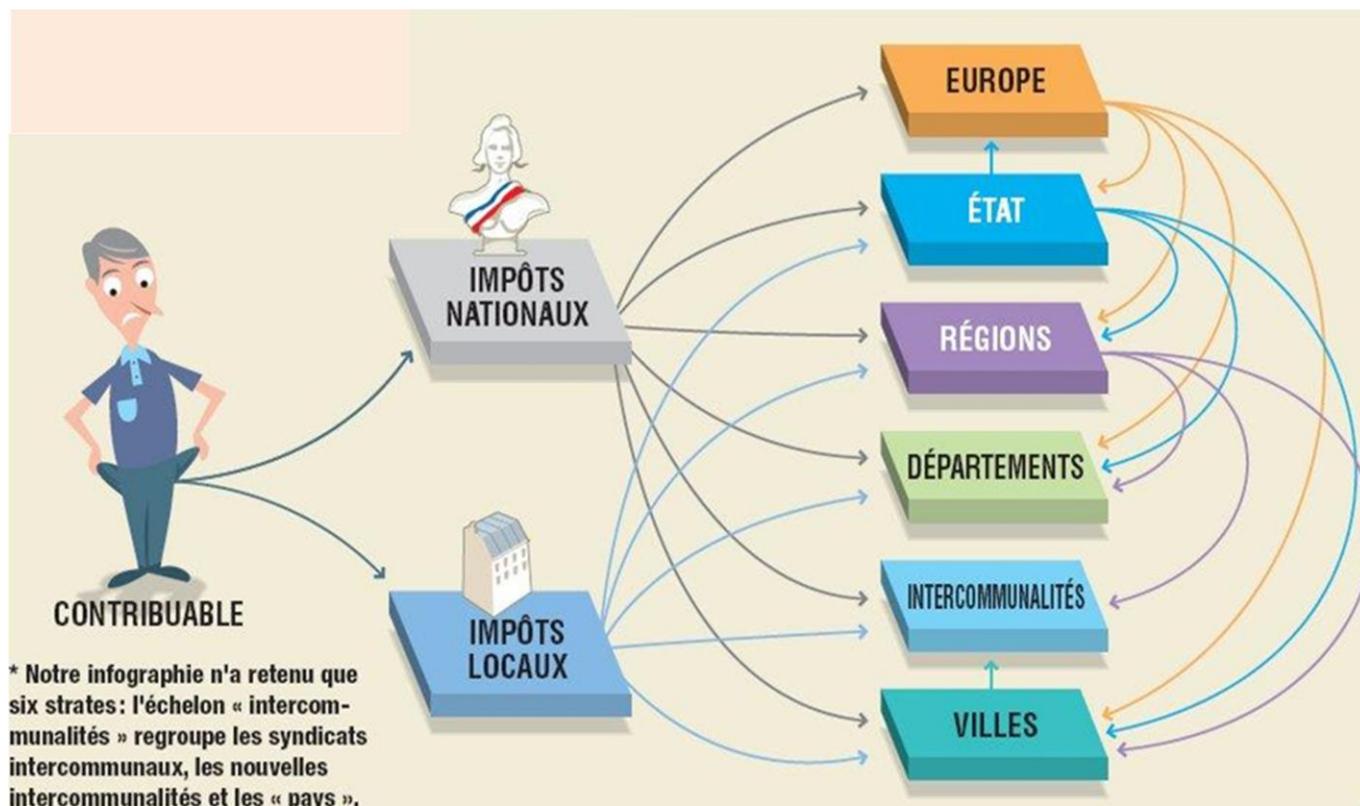
Par exemple le maire de Montpellier perçoit mensuellement plus de 5500 €, un maire-adjoint 2756 € et un conseiller 228 €.

A ce jour il existe 33 721 communes de moins de 5 000 habitants et 2 049 de plus de 5 000 habitants.

Nombre d'habitants	Nombre de communes	En % du total
<i>Jusqu'à 499</i>	19 996	
<i>500 à 1 999</i>	11 570	
<i>2 000 à 4 999</i>	2 155	
<i>5 000 à 9 999</i>	1 102	
<i>10 000 à 19 999</i>	504	
<i>20 000 à 49 999</i>	319	
<i>50 000 à 99 999</i>	83	
<i>Plus de 100 000</i>	41	

En constituant des communautés de communes autour des villes de plus de 2 000 habitants, le nombre de structures politiques de gestion passerait à environ 4 200 au lieu de 36 635. Cette mise en commun et mutualisation permettrait à la fois des économies très significatives mais aussi une plus grande efficacité de gestion (déchets, eau, police, pompiers, collèges, lycées, etc...)

Dans toutes ces structures, compte-tenu de leur gestion humaine souvent désastreuse (on embauche à tout va amis et autres..), ces « élus » vont bientôt nous dire qu'il faut encore augmenter nos impôts pour s'en sortir....



Et voilà, en association avec les structures « parisiennes », le savoureux mille feuilles dans lequel nos élus mordent à pleines dents.





Inter-Régions Pôles-Région / Départements / Métropoles / Agglomérations / Communautés de communes / Cantons / inter communes / Villes et communes

Notre déficit national provient de nos infrastructures politicardes type "mille feuilles" au niveau de l'ensemble des "Collectivités". Il ne peut être corrigé que par des augmentations d'impôts dont les français font évidemment les frais.

L'Etat ne peut-il pas économiser sur d'autres plans ?

La France vit au dessus de ses moyens et nos politiques en sont les responsables.

Par exemple la presse n'est-elle pas muselée par l'argent de l'état ? La liberté de la presse passe-t-elle par des subventions ?

Le montant de ces subventions, toujours caché par leurs destinataires, est de plus de **282 327 000 € par an !**

Dans ces conditions n'y a-t-il pas perte de la sacro sainte liberté de presse ?

Journal	subvention 2013	Journal	subvention 2013
Le Figaro	16 179 637,00 €	Les Dernières Nouvelles D'Alsace	1 928 827,00 €
Le Monde	16 150 256,00 €	La Provence	1 853 023,00 €
Aujourd'hui en France	11 997 569,00 €	Le Journal Du Dimanche	1 772 401,00 €
Ouest France	10 443 192,00 €	L'Union	1 710 977,00 €
La Croix	10 435 028,00 €	La République Des Pyrénées	1 653 094,00 €
Télérama	10 105 985,00 €	L'Actu	1 626 686,00 €
Libération	8 832 531,00 €	Presse Océan	1 608 599,00 €
Le Nouvel Observateur	8 284 007,00 €	Télé Poche	1 569 171,00 €
Télé 7 jours	6 947 010,00 €	Marianne	1 533 731,00 €
L'Humanité	6 898 645,00 €	Courier International	1 487 356,00 €
L'Express	6 349 770,00 €	La Vie	1 487 040,00 €
Télé Star	5 001 215,00 €	Le Télégramme	1 383 610,00 €
Paris Match	4 965 561,00 €	Le Journal De La Haute Marne	1 368 783,00 €
Le Point	4 658 889,00 €	Vies De Famille	1 333 382,00 €
La Nouvelle République Centre Ouest	4 594 863,00 €	Le Républicain Lorrain	1 329 508,00 €
La Dépêche du Midi	4 399 649,00 €	Télé 2 Semaines	1 274 014,00 €
Télé Loisirs	4 389 023,00 €	Centre Presse Aveyron	1 224 721,00 €
Les Echos	4 039 648,00 €	La Marseillaise	1 219 872,00 €
Le Parisien	3 971 527,00 €	La Dépêche De Tahiti	1 147 414,00 €
Le Progrès	3 956 623,00 €	L'Echo de la Haute Vienne	1 125 766,00 €
Le Dauphiné Libéré	3 753 737,00 €	Valeurs Actuelles	1 083 788,00 €
Le Petit Quotidien	3 619 856,00 €	Notre Temps	1 073 474,00 €
Télé Z	3 574 651,00 €	France Agricole	1 050 919,00 €
L'Equipe	3 449 962,00 €	La Presse de La Manche	1 048 452,00 €
Mon Quotidien	3 383 765,00 €	Pleine Vie	1 002 326,00 €
La Montagne	3 330 890,00 €	Auto Plus	994 924,00 €
Télécable Satellite Hebdo	3 170 247,00 €	Paris Normandie	993 515,00 €
Femme Actuelle	2 876 255,00 €	Courier De L'Ouest	978 727,00 €
Nice Matin	2 748 468,00 €	Le Populaire Du Centre	955 490,00 €
Le Pèlerin	2 748 468,00 €	TV Grandes Chaines	945 129,00 €
La Voix Du Nord	2 627 888,00 €	Valeurs Mutualistes	856 951,00 €
Elle	2 615 160,00 €	Le Moniteur Des Travaux Publics et du Bâtiment	822 500,00 €
L'Est Républicain	2 361 576,00 €	Dossier Familial	810 888,00 €
Le Midi Libre	2 268 332,00 €	L'Alsace	794 562,00 €
Challenges	2 108 527,00 €	Le Journal De Saône et Loire	784 319,00 €

Journal	subvention 2013	Journal	subvention 2013
L'Yonne Républicaine	752 892,00 €	La Revue Fiduciaire Feuillet Hebdo	408 984,00 €
Courrier Picard	661 134,00 €	Voici	404 308,00 €
Le Berry Républicain	656 536,00 €	France Football	403 132,00 €
La République Du Centre	654 302,00 €	L'Est Eclair	395 762,00 €
Famille Chrétienne	640 651,00 €	Présent	384 966,00 €
Var Matin	628 098,00 €	Maxi	384 552,00 €
Sciences Et Avenir	601 776,00 €	Le Journal Du Centre	382 977,00 €
Rustica Hebdo	599 567,00 €	Geo	370 100,00 €
L'Essentiel Santé Magazine	590 469,00 €	Le Chasseur Français	354 750,00 €
La Manche Libre	589 522,00 €	Public	353 331,00 €
Le Particulier	589 030,00 €	Nous Deux	352 313,00 €
Gala	579 566,00 €	L'Usine Nouvelle	351 154,00 €
Point De Vue	561 599,00 €	Médecins Sans Frontières Info	343 250,00 €
Le Canard Enchaîné	557 081,00 €	La Gazette des communes, des départ	342 626,00 €
Le Journal De Mickey	541 323,00 €	Messages du Secours Catholique	338 593,00 €
Closer	533 221,00 €	Polka Magazine	333 929,00 €
CFDT Magazine	524 128,00 €	Auto Moto	330 254,00 €
Grazia	518 181,00 €	Liaisons Sociales	330 118,00 €
Le Bien Public	511 260,00 €	France Dimanche	329 239,00 €
Europe1.fr	501 598,00 €	L'Hôtellerie Restauration	329 163,00 €
Psychologies Magazine	497 208,00 €	Le Quotidien Du Médecin	328 641,00 €
L'Echo Républicain	495 677,00 €	Mieux Vivre Votre Argent	326 422,00 €
La Nouvelle République Des Pyrénées	490 561,00 €	Le Courrier Français	324 142,00 €
Micro Hebdo	468 047,00 €	Les Inrockuptibles	321 071,00 €
Charente Libre	464 226,00 €	Investir Le Journal Des Finances	314 712,00 €
Le Maine Libre	455 688,00 €	Rions En Eglise	313 194,00 €
VSD	454 588,00 €	Dordogne Libre	308 115,00 €
Time International	451 463,00 €	Centre Presse Vienne	307 383,00 €
Avantages	444 080,00 €	Regal	301 605,00 €
Le Petit Bleu De Lot et Garonne	437 886,00 €	L'Expansion	299 932,00 €
L'Eclair Pyrénées	431 966,00 €	La Voix De L'Ain	299 774,00 €
Nord Littoral	426 868,00 €	Réponse à Tout	299 364,00 €
Vosges Matin	426 349,00 €	Maison Créative	290 142,00 €
L'Indépendant	425 091,00 €	Le Paysan Breton	278 573,00 €
Acteurs Publics	421 691,00 €	CGT Ensemble	277 042,00 €

Journal	subvention 2013	Journal	subvention 2013
Science Et Vie	274 118,00 €	Détente Jardin	180 739,00 €
Actualités Sociales Hebdomadaires	271 470,00 €	MG Actualités	180 101,00 €
Santé Magazine	265 178,00 €	Ca m'Interesse	177 678,00 €
L'Ancien D'Algérie	264 380,00 €	Moto Magazine	173 788,00 €
Marie Claire	263 743,00 €	I Comme Info	173 663,00 €
Le Quotidien De La Réunion Et De L'Occ	263 202,00 €	60 Millions De Consommateurs	172 995,00 €
L'Auto Journal	253 368,00 €	Le Courrier De La Mayenne	167 937,00 €
La Tribune	248 385,00 €	Moto Verte	167 774,00 €
Libération Champagne	247 959,00 €	Alternatives économiques	164 379,00 €
L'Ami Du Peuple Hebdo	237 656,00 €	Beaux Arts	163 357,00 €
L'éveil de la Haute Loire	233 776,00 €	Le Monde des artisans	161 698,00 €
Ici Paris	232 642,00 €	Us – L'Université Syndicaliste	156 776,00 €
Science Et Vie Junior	230 250,00 €	L'Observateur.	156 682,00 €
Intérêts privés	230 234,00 €	Glamour	156 612,00 €
Le Nouvel Economiste	227 477,00 €	La Vie De L'Auto	151 342,00 €
Modes Et Travaux	227 409,00 €	Le Tam Libre	147 884,00 €
Les Nouvelles Calédoniennes	221 469,00 €	La Gazette Du Palais	147 229,00 €
Le Revenu	221 057,00 €	Les Dépêches – Le Progrès	144 640,00 €
Fenêtres Sur Cours	219 690,00 €	Le Quotidien Du Pharmacien	142 676,00 €
Feuillet Rapide – Fiscal Social	214 383,00 €	etc	
L'Ami Des Jardins Et De La Maison	211 444,00 €	etc	
Jeune Afrique	211 185,00 €	etc	
La Vie Du Rail	206 999,00 €	etc	
Télé Magazine	203 733,00 €	etc	
The Economist	196 130,00 €		
La Lozère Nouvelle	194 864,00 €		
Le Courrier Cauchois	193 719,00 €		
Les Petites Affiches – La Loi	191 384,00 €		
Viva Entre Nous La Vie	191 096,00 €		
France Antilles Martinique	189 291,00 €		
Top Santé	188 654,00 €		
Capital	188 625,00 €		
Première	185 195,00 €		
L'Opinion	184 939,00 €		
Cosmopolitan	184 595,00 €		

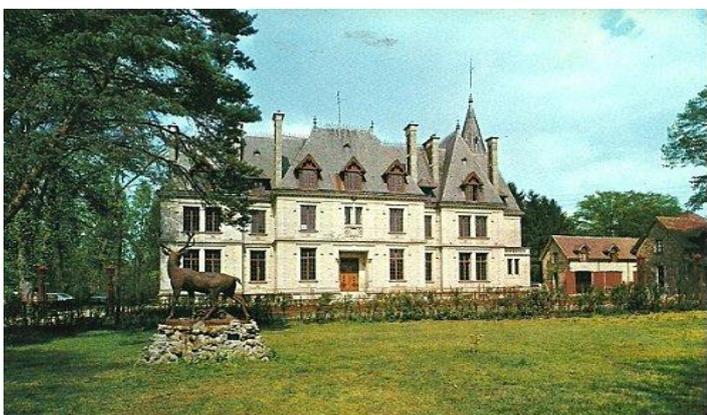
Et les néo-châtelains nantis ?

Voici 14 magnifiques châteaux, soit plusieurs milliers de lits inoccupés, qui appartiennent à la CGT, à FO, EDF, etc. Voilà quelques exemples :



Château de Fontenay-les-Briis propriété de la branche CGT de la RATP.

Situé aux portes de Paris dans un parc de 74 hectares, dont près de 40 hectares de forêt, avec deux cours de tennis, deux restaurants, un mini-golf, un étang à truites, et trente chambres



Le château de la Brévière, au cœur de la forêt de Compiègne. Il appartient à Force Ouvrière qui sera j'en suis sûr ravi de le mettre à votre disposition

Le château du Plat, à Vallière dans la Creuse, entouré de plusieurs bâtiments, et qui appartient au Comité d'Entreprise de la RATP, possède 114 hectares de terres forêts et prairies, des écuries avec une trentaine de chevaux. Le château est en bon état, car le CE vient de faire d'énormes travaux, auto-financés sur son pactole de 50 millions d'euros par an :



Avec ses 36 hectares de vignes dans le Sauternes, voici le château Lafaurie-Peyraguey du CE de GDF-Suez :



Château de Montreuil de la Fédération des
Organisations Sociales des PTT

A seulement quelques kilomètres des
superbes plages de Honfleur, Trouville et
Deauville, dans un parc boisé de 3 ha, le
Château de Prêville appartient au
Comité d'Entreprise de la Caisse
d'Allocations Familiales du Val d'Oise. Il
est composé de 8 bâtiments :



Au cœur de la Bourgogne, le château de
Ragny. Un véritable château médiéval du
XIIe siècle qui appartient au Comité
d'Entreprise de la Banque de France. En
été, il accueille des centaines d'enfants en
colonies. Tennis et piscine font
naturellement partie des prestations de base

L'association Ageforel (Association de
Gestion des Foyers de la Région
Ferroviaire de Lyon) gère le château de La
Bachasse. Propriété de la SNCF depuis
1947, c'est une jolie bâtisse du XIXe siècle
avec un parc de 8 hectares au cœur de
Sainte-Foy-Lès-Lyon





Le Comité d'entreprise de la SNCF est également propriétaire du magnifique chateau du Vernay, à Challuy, au sud de Nevers, qui comprends terrains de tennis, piscines, parc privé et forêt



Dans le Nord, le Comité d'Entreprise d'EDF GDF à majorité CGT est propriétaire du chateau de Cappelle-en-Pévèle, dit aussi chateau du Béron. Piscine couverte chauffée et deux tennis. Riche propriétaire terrien et foncier

Château de Sainte-Croix de l'EDF, dans l'Ain



Château d'Agecroft de l'EDF sur la Côte d'Azur

Château de Blomard dans l'Allier, toujours au CE de l'EDF





Château de Vaux à Argenton-sur-Creuse,
également à EDF



La CGT possède le très beau château de
Courcelle-sur-Yvette, dans l'Essonne

Château de Bierville à Boissy-la-
Rivière, non loin d'Etampes
CFDT



Les syndicats touchent 4 milliards par an de la collectivité pour 8 % de travailleurs syndiqués. Subventions à gogo, permanents par milliers, gabegie. La France peut-elle continuer ?

Le montant de la subvention annuelle accordée à chaque organisation syndicale représentative de fonctionnaires de l'Etat au niveau national est fixé comme suit :

Fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière (FGF-FO) : 363 034,50 € ;
 Fédération syndicale unitaire (FSU) : 363 034,50 € ;
 Unions des fédérations de fonctionnaires UNSA fonction publique : 363 034,50 € ;
 Union des fédérations CFDT des fonctions publiques et assimilés (UFFA-CFDT) :
 363 034,50 € ;
 Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF-CGT) : 363 034,50 €
 Union syndicale Solidaires fonction publique : 181 517,25 € ;
 Union fédérale des cadres des fonctions publiques (CFE-CGC) : 181 517,25 €.

soit 2 178 206.69 €

La France vit au-dessus de ses moyens et emprunte des sommes colossales pour faire fonctionner tous les rouages de l'Etat. La France est surendettée et sa dette augmente de façon vertigineuse et constante. Au 15 nov 2016 elle atteignait un montant de

2 274 750 070 906 €

soit 34 683 € par habitant.

Voir en direct www.dettepublique.fr

Ne pourrait-on, pas se comparer avec les pays voisins ?

La différence de coûts globalisés (structures et fonctionnements) avec l'infrastructure politique de l'Allemagne, au même niveau, est de 130 milliards d'euros récurrents !

Si nous sommes en état de faillite, si nous avons empilé des structures qui rendent la vie des citoyens extrêmement complexe, ce sont nos politiques, pourtant si nombreux, qui en sont responsables. Ils s'avèrent incapables d'inverser la tendance !

Et que dire de l'alimentation permanente de cet ensemble par des élites « politiques » issues d'Ecoles comme l'ENA, Sciences Po et autres !



Par exemple Sciences Po est aujourd'hui présent dans sept villes en France : Dijon, Le Havre, Menton, Nancy, Paris, Poitiers, Reims. Ces campus accueillent une communauté étudiante multiculturelle soudée et animée d'une vie intellectuelle et associative intense. L'école veut son "campus oxfordien" au cœur de Paris. Elle lorgne sur un nouvel immeuble à plus de... 100 millions d'euros.

Pourtant quelques sages et logiques propositions de restructuration permettraient de sortir de cet état pitoyable

Est-ce qu'une organisation « simplifiée » ne garantirait-elle pas un fonctionnement harmonieux de notre pays ?



La mégalomanie politique est une maladie dont il faut guérir à tout prix.

Immédiatement : la suppression d'inutiles 477 postes de députés et 250 postes de sénateurs permettrait à la France de faire des économies substantielles tout en assainissant le monde politique. Mais comment faire ? Ce sont les députés qui votent les lois et ils ne vont pas se faire hara-kiri, bien au contraire ! Je vous laisse le soin de calculer au plus juste, cela ferait environ :

$$17\,500 \text{ €} \times 727 = 12\,722\,500 \text{ par mois soit } \mathbf{152\,670\,000 \text{ € par an.}}$$

Pourraient s'y ajouter les indemnités versées au titre de la loi DEBRE

Autre proposition réaliste et applicable immédiatement : Pour contribuer à minimiser nos dépenses en ces temps de crise, ces édiles pourraient immédiatement au moins envisager de baisser leurs indemnités. Si les 577 députés, 343 sénateurs, 30 ministres et secrétaires d'état, acceptaient de réduire leur salaire de 1000 € chaque mois, la France ferait 950.000 € d'économie par mois.

950.000 € x 12 soit **11.400.000 € par an**

En quelques minutes voilà plus de 11 millions d'€ par an économisés sans toucher à la TVA, sans toucher aux retraites !

Voilà ci-dessous quelques exemples d'économies possibles :

subvention syndicats de fonctionnaires	2178206
subventions presse	28232700
conseils départementaux	83832000
conseil économique et social	99988908
sénat	60000000
assemblée nationale	100000000
élysée	80000000
europe	60000000
Villes et communes	1000000000
ECONOMIES : TOTAL PARTIEL	1460231814

Il est sûrement possible de diminuer les trains de vie des structures politiques dans lesquelles siègent des élus grassement et souvent inutilement rétribués. Il faut réduire leur nombre en France. Pour 67 000 000 d'habitants, 20 000 élus seraient largement suffisants pour en assurer la gestion. Cela ferait une réduction de presque 600 000 politiques élus ! Mais comment faire puisque ce sont ces mêmes politiques qui détiennent le pouvoir et ils ne sont évidemment pas prêts à diminuer leur nombre et donc tous leurs avantages.

Entre autres : la diminution d'élus municipaux, la suppression de Conseils inutiles, la réduction du nombre de députés et sénateurs, la suppression de subventions inacceptables permettrait d'économiser largement plus de

1 460 000 000 € !